



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Occitanie**

**Direction départementale
des territoires**

Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre de la société AMERICA FER pour son installation de tri, transit, regroupement de déchets métalliques et de centre de véhicules hors d'usage située sur la commune de TOULOUSE

N°153

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 novembre 1989 modifié, autorisant la société Americafer à exploiter à Toulouse, 64 chemin de Fenouillet, un dépôt de ferrailles et de véhicules hors d'usage (VHU) relevant de la rubrique 286 de la nomenclature des installations classées (désormais rubriques n° 2712 et n° 2713) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 décembre 2019 portant agrément de centre VHU ;

Vu le rapport du 30 septembre 2024 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'exploitant est concerné, pour ses activités de traitement de déchets, par l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 précité qui demande la réalisation de trois campagnes de mesure des PFAS dans les rejets aqueux ;

Considérant que l'arrêté ministériel susvisé impose la réalisation des analyses PFAS et AOF sous un délai de neuf mois ;

Considérant que l'arrêté ministériel susvisé impose la transmission des résultats d'analyse de PFAS et AOF à l'inspection des installations classées via le portail de télédéclaration GIDAF prévu par l'arrêté du 28 avril 2014 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis les résultats des analyses dans le délai prévu ;

Considérant que ces campagnes d'analyses doivent être engagées le plus rapidement possible pour répondre à la campagne nationale de recherche des PFAS dans les rejets et déterminer si le site est à l'origine de rejets en PFAS dans les eaux ;

Considérant que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de réaliser ces campagnes de recherche de PFAS dans les rejets ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été transmis à l'exploitant par courrier du 10 octobre 2024, dont il a été accusé réception le 17 octobre 2024 ;

Considérant l'absence de réponse de l'exploitant dans les délais impartis ;

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,

Arrête :

Art. 1^{er} : La société AMERICAFAER, SIRET n° 344 884 804 00016, dont le siège social est situé 64, chemin de Fenouillet, 31 200 TOULOUSE, exploitant une installation de tri, transit et regroupement de déchets métalliques et centre VHU à la même adresse, est mise en demeure de respecter l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le bon de commande à un laboratoire accrédité (pour le prélèvement et l'analyse des vingt PFAS cités dans l'arrêté) pour les trois campagnes de prélèvements et d'analyse des PFAS ainsi que les dates prévisionnelles des trois prélèvements ;
- les résultats des analyses de chaque campagne sont déclarés dans GIDAF au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne ;
- dans un délai de cinq mois maximum à compter de la notification du présent arrêté, les résultats des trois campagnes d'analyses sont déclarés dans GIDAF.

Art 2 : À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1^{er}, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art 3 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télerecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art 5 : En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AMERICA FER.

Fait à Toulouse, le 20 NOV. 2024

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB

